

Fermeture de la Fraîche: Une pétition pour le retour du restaurant

RESTAURATION • Le texte réclame que le bar associatif la Fraîche puisse rester à Saint-Jean alors que son bail menace d'être résilié. L'association qui exploite l'endroit veut y croire et cherche une solution.

Tadeusz Roth

«Nous demandons à la Coopérative de bien vouloir reconsidérer sa décision, de manière à maintenir cet îlot de convivialité.» Voilà ce que réclament plusieurs habitants du quartier de Saint-Jean. Ce groupe de riverains est à l'origine d'une pétition qui a réuni plus de 500 signatures depuis son lancement mi-février. Ils protestent contre la fermeture définitive qu'entraînerait la résiliation du bail de la Fraîche, un restaurant associatif ouvert il y a un an.

«Convivialité»

«La Fraîche s'est révélée être un lieu de rencontre et d'échanges», écrivent notamment les pétitionnaires, saluant le travail de l'équipe exploitante. Et d'ajouter, en langage inclusif: «Nous avons été séduits.e.s par un bistrot à vocation intergénérationnel, multiculturel et combant un vide sur les voies couvertes. Nous sommes profondément attirés.e.s par la potentielle disparition d'un lieu qui, depuis presque une année, a insufflé une nouvelle énergie dans le quartier.»



L'association la Fraîche déposera probablement un recours pour s'opposer à la résiliation de son bail par la Coopérative des voies couvertes. En médaillon, Coline de Senarclens.



TRIGER

Quand bien même elle n'est pas à l'origine de la pétition, Coline de Senarclens, membre du comité de la Fraîche et co-initiatrice du projet, se réjouit de ce soutien populaire: «Cela montre que de nombreuses personnes estiment qu'on a besoin d'un tel lieu.» Pour Coline de Senarclens, le fonctionnement associatif rend la gouvernance complexe. Ce qui pourrait expliquer en partie la résiliation du bail. «C'est le propre de ce type de structure: on tâte, on débat et on s'adapte», estime-t-elle. La Fraîche a, de son côté, demandé à la Coopérative d'expliquer les raisons de

la résiliation du bail et a réclamé une médiation pour trouver une solution. «Les raisons évoquées actuellement sont liées au fait que certains des gérants signataires ont cessé de diriger eux-mêmes le restaurant. Pourtant, cet état de fait est connu depuis longtemps. Dans tous les cas, nous souhaitons que la discussion soit possible, au-delà des procédures administratives», explique Coline de Senarclens.

Business

Optimiste, la Fraîche ne baisse pourtant pas les bras. «Après la pandémie et ses conséquences, cette résiliation intervient au pire moment», regrette Coline de Senarclens. En effet, l'établissement a été contraint de fermer ses portes quelque temps et ne souhaite pas que cette fermeture se prolonge au-delà du raisonnable. L'association déposera donc vraisemblablement un recours contre la décision de résilier le bail. «Nous ne pouvons pas en rester là. Nous continuons de discuter avec le bailleur dans une perspective de conciliation», prévient la membre de l'association, craignant qu' autrement ce ne soit la faillite.

Plus largement, Coline de Senarclens s'interroge sur la place que Genève souhaite laisser à ces bistrot associatifs. «Il est particulièrement difficile d'ouvrir un projet qui ne soit pas orienté vers l'argent et le business», déplore la co-initiatrice. Une référence à la Bretelle, un autre établissement associatif qui a connu des difficultés récemment (lire encadré). Et de préciser: «Vis-à-vis des autres restaurants, nous avons des défis supplémentaires puisque nous portons des valeurs et fonctionnons de manière démocratique. Pourtant, nous ne bénéficions d'aucune facilité.» ■

«Le répit pour l'économie aura été de courte durée»

INTERVIEW • Après deux ans de pandémie, l'économie genevoise relevait enfin la tête en ce début d'année, mais, fin février, le ciel s'est déjà assombri. Les explications de Vincent Subilia, directeur général de la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG):

GHI: Comment se porte l'économie genevoise?

Vincent Subilia: On sent les milieux économiques fébriles. La situation est très anxieuse. Après le tunnel sanitaire dont on sortait tout juste, on a le sentiment d'entrer dans un nouveau, géopolitique cette fois...

- Revenons à la sortie de la crise sanitaire, les entreprises n'étaient-elles pas à genoux?

Cela a été très dur en effet mais, comme l'a montré l'étude menée par la CCIG et la Banque cantonale de Genève, les entrepreneurs genevois ont fait preuve de résilience et d'agilité. En s'appuyant notamment sur l'un des piliers de notre économie, à savoir le commerce extérieur. Début 2022, le moral des entrepreneurs était à la hausse et ils pouvaient enfin envisager l'avenir sereinement.

- Quand la guerre en Ukraine a éclaté... En effet, l'embellie aura été de courte durée. On pensait pouvoir enfin reprendre notre souffle quand les tensions à l'est de l'Europe, suivies de l'invasion russe - contre toute logique - ont fait s'abattre un rideau de fer, dont l'impact sur notre économie est conséquent.

- Quelles sont les conséquences?

Le train de sanctions infligées à la Russie a des conséquences directes sur l'économie suisse et notamment genevoise. Le premier effet concerne les activités suisses en Russie. La Suisse fait en effet partie des dix premiers investisseurs en Russie. Profitant de l'émergence d'une classe moyenne ayant accès à des produits de forte valeur ajoutée, les entreprises suisses se sont déployées sur le territoire russe. Aujourd'hui, le risque est qu'elles ne puissent plus financer leur activité industrielle. Le Swift (Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication) est une arme à double tranchant. Désormais se pose la question: comment les entreprises suisses actives en Russie vont pouvoir payer leurs factures?

- Et ici? C'est l'effet miroir. Les difficultés vont être fortes

pour les entreprises suisses qui commercent avec la Russie. Genève est la place de référence pour les matières premières, telles que le grain ou les hydrocarbures. Si nous ne pouvons plus financer ces transactions, certains acteurs économiques genevois risquent d'en faire les frais. L'effet pourrait se faire sentir sur le prix du carburant mais aussi de la baguette, soit jusque dans le panier de la ménagère.

- Quid des effets sur les exportations et le tourisme?

Dans le contexte actuel, c'est toute une clientèle russe à laquelle les entreprises n'auront plus accès. C'est aussi valable pour le tourisme russe qui est au point mort. Et pour les avoirs russes en Suisse. Parmi les conséquences déjà visibles, on peut citer les 140 emplois de Nord Stream, basé à Zoug, qui sont passés à la trappe.

Propos recueillis par MP

Lire aussi en page 3

Vincent Subilia,
directeur général
de la Chambre
de commerce,
d'industrie et des
services de Genève
(CCIG). 118



La Bretelle gagne contre l'Etat

TR • Elle était jugée «trop bénévole» et risquait la fermeture pour des questions administratives. Finalement, la Bretelle, bar associatif tout comme la Fraîche, a pu rouvrir ses portes le 4 janvier.

Rappelez-vous: en décembre de l'année dernière, la Police du commerce et de lutte contre le travail au noir (PCTN) avait exprimé des doutes sur le fonctionnement de l'établissement historique situé rue des Etuves. Leur crainte étant que l'exploitant bénévole soit... exploité!

Soulagement

«Nous avons trouvé une solution mais cela n'a pas été simple», raconte, soulagé, Yann Waechter, exploitant et membre du comité de la Bretelle. Pour que le dossier soit accepté par la PCTN, il aura fallu jongler avec les pourcentages. «Comme je travaille à 60% à côté de la Bretelle, je peux désormais officiellement occuper le poste d'exploitant sans dépasser les 100%. Même si nous estimons que notre activité ici est bénévole et ne devrait pas être considérée de la même manière qu'un travail salarié.»

Davantage de souplesse

Malgré cette solution, l'association se montre prudente. «On comprend qu'il y a des règles à respecter en matière de droit du travail. Mais il ne faut pas oublier qu'une association propose un modèle alternatif, dans lequel les décisions se prennent à plusieurs. Nous espérons surtout que l'administration sera plus sensible, de sorte à privilégier le dialogue», espère Yann Waechter.

Coup de gueule

Jean-Marie Fleury, éditeur du GHI

Les Verts sont-ils devenus fous?

PUBLICITÉ • Ce coup de gueule va encore nous valoir une menace de boycott de la part de la section locale du parti. Peu importe en l'occurrence car ils nous boycottent déjà. C'est un fait, le GHI est banni de leurs campagnes publicitaires. Je ne sais plus au juste pourquoi, mais probablement pour un mot de travers sorti de la plume d'un de nos rédacteurs. Ou alors, peut-être que GHI sert de test en vue de cette prochaine suppression de la publicité. C'est bien dommage car le vert est ma couleur préférée et c'est la raison pour laquelle je l'ai choisie pour GHI. Mais peu m'importe, dans mon journal, on a l'habitude d'être mis sur la touche. Un jour ce sont les Verts, le lendemain le Centre, ou un autre de nos partis cantonaux. Ce qui est sûr à Genève c'est qu'il est fort dangereux de l'ouvrir sans risquer la punition suprême, à savoir le boycott!

Or donc, les jeunes Verts veulent interdire la publicité! Rien que ça. C'est l'idée géniale qu'ils ont eue en vue de diminuer l'impact négatif qu'a la consommation sur le climat. On croit rêver. Est-ce que vous vous voyez vivre sans cette publicité qui aujourd'hui nous permet de connaître et de comparer les produits et les objets que l'on achète ou encore de choisir le prochain lieu de nos vacances en rêvant sur un catalogue plein d'endroits idylliques. Mais aussi, tout simplement d'être informés sur tout ce qui concerne notre vie de tous les jours.

Non, je crois vraiment qu'ils sont devenus fous ces jeunes Verts. Ils n'ont même pas l'excuse de rêver que le monde d'avant la publicité était meilleur. Nos anciens nous ont toujours affirmé qu'au contraire la vie était bien plus difficile à vivre qu'aujourd'hui.

PUB

LA BODEGA
DU TERROIR GALICIEEN
Une véritable et typique bodega galicienne

2 plats du jour du lundi au vendredi, menu à la carte, plats à l'emporter, cabri sur commande...

Lundi - mardi fermeture à 15h, dimanche fermé

3, rue Veyrol - 1217 Meyrin
Réservation: 079 793 42 20 - 079 953 14 40

61/17